

cence des combats et à assurer un minimum de sécurité interne. Toutefois, elle n'est pas sans poser des problèmes aux occupants eux-mêmes. Matériellement, en dépit d'une contribution financière de l'Arabie Saoudite, du Koweït, des Émirats arabes unis et du Qatar – elle fut fixée par les Accords de Ryad à 65 p. cent des frais de la Force arabe de dissuasion durant les six premiers mois de l'occupation – les dépenses syriennes entraînées par l'occupation s'élèvent à plus d'un million de dollars par jour. Politiquement, la marge de manoeuvre dont la Syrie dispose vis-à-vis du Liban est rigoureusement circonscrite par la surveillance jalouse exercée tant par les autres pays arabes que par Israël et les États-Unis. Le veto de Tel-Aviv sur la disposition des troupes de la Force arabe de dissuasion au Liban-Sud constitue un avertissement et une limitation sérieuse à l'autorité syrienne au Liban. L'assentiment américain à l'occupation syrienne, obtenu par-dessus les objections israéliennes, se borne au rôle des syriens comme garde-feu. Finalement, sur le plan inter-arabe, tout comme sur le plan interne syrien, l'ambiguïté de la politique syrienne durant la guerre civile rend la Syrie très vulnérable aux attaques qui émanent des régimes arabes de gauche et qui retrouvent un écho en Syrie même. Au fait, aujourd'hui comme pendant les derniers mois de la guerre civile, ceux qui espèrent un changement brusque au Liban mettent leurs meilleurs espoirs dans un renversement du régime Assad.

Ainsi, la tutelle syrienne sur le Liban, loin d'être l'occasion historique de réaliser l'ambition séculaire de la «Grande Syrie», constitue une charge lourde pour la république syrienne sinon un danger pour sa propre stabilité. Quand, s'adressant à une délégation libanaise au mois d'août, le président Assad déclare que le Liban et la Syrie forment «un seul peuple, un seul pays, mais deux États» il n'exprime pas un projet d'annexion mais un constat aussi amer qu'ironique.

Une partition de facto

Si l'occupation et l'influence exercée par la Syrie sur la politique intérieure du pays sont évidentes, la partition de facto du Liban, sans être aussi visible n'en demeure pas moins tangible. La «ligne verte» à Beyrouth qui séparait la zone chrétienne de la zone musulmane durant la guerre civile s'est gravée tant dans l'esprit des Libanais que dans le rythme de leur vie quotidienne. Rares sont les musulmans ou autres sympathisants du camp «islamo-progressiste» qui songeraient à s'établir «de l'autre côté» et même si, en dépit du départ des nombreux résidents étrangers, un quartier dans l'Ouest musulman de la capitale comme Ras-Beyrouth continue à étaler une belle hétérogénéité confessionnelle il constitue une exception isolée. Face à la division tacite, les établissements financiers et commerciaux prennent leurs dispositions. Il est

courant pour une banque, ou même un salon de coiffure, de scinder ses opérations selon secteur afin d'éviter les ennuis à ses employés ou clients et – qui sait? – se prémunir contre un éventuel retour des hostilités.

Cette ségrégation, encore incomplète du fait des impératifs de communication dans la capitale, s'accroît quand on s'aventure hors de Beyrouth. Ceci est vrai lorsqu'on se rend de Beyrouth à la petite ville de Jounieh, le jeune centre politique et économique des chrétiens avec ses nouvelles facilités portuaires et commerciales, ou quand on pénètre dans le Mont Liban, fief maronite inconditionnel. Un incident révélateur de l'ambiance actuelle: on raconte que le principal acteur du coup avorté du 11 mars 1976, le général (musulman) Ahdab, en gagnant récemment la station estivale de Broumana dans la montagne libanaise, se fit vilipender, gifler et détourner par les jeunes gens du village – dont le fils d'un éminent député chrétien. Le député lui-même présenta ses excuses au général Ahdab et le fêta à Broumana quelques jours plus tard, mais peu d'incidents similaires se terminent aussi heureusement.

Il semble que la première conséquence de la guerre civile libanaise soit d'avoir attisé le confessionnalisme et affaibli l'État. Certes, des failles perceptibles dans l'unité de chaque camp laissent transparaître le fond social du confessionnalisme libanais – des chrétiens de gauche militent à travers un «rassemblement patriotique» contre l'idéologie dominante chez leurs co-religionnaires tandis que la bourgeoisie musulmane sunnite dissimule mal sa sympathie pour les objectifs du parti phalangiste chrétien. Ces objectifs consistent à assurer l'ordre et à éloigner les «fauteurs de troubles» palestiniens du Liban. Cependant, c'est avec scepticisme que les Libanais accueillent les quelques bruyantes tentatives de réconciliation nationale. Le puissant leader chrétien Camille Chamoun a beau offrir un *iftar*, le banquet traditionnel du mois de Ramadan pour l'ancien premier ministre musulman, Takiedinne Solh, et le chef suprême des Phalanges, Pierre Gemayel, anxieux de ne pas traîner derrière ses alliés sur la voie de la réconciliation, a beau emboîter le pas à Chamoun en organisant un *iftar* pour Saeb Salam, l'homme fort du Beyrouth musulman, les deux camps ne se rapprochent pour autant. Ces initiatives aboutissent, en fait, à des accusations réciproques d'opportunisme.

L'affaiblissement d'un État déjà très faible constitue le premier obstacle sur la voie de la véritable réconciliation. Depuis l'indépendance en 1943 l'État libanais se fonde sur le compromis boiteux du «Pacte National» qui, en répartissant les principaux postes électifs selon les communautés religieuses, coiffe un système de quotes-parts confessionnelles dans la fonction publique et à l'Assemblée nationale. L'effet de cet arrangement est, non seulement de renforcer le confessionnalisme comme premier